

La Banque nationale

« La hausse de l'endettement à Bruxelles et en Wallonie est inquiétante. »

Extraits. Article complet

<https://landing.mailerlite.com/webforms/landing/b8q8c6>

- Comme pour le marché du travail, l'économie belge évolue à deux vitesses en termes de dette publique, avec une divergence croissante entre une Flandre forte et les régions plus faibles de Bruxelles et de Wallonie. C'est ce que montre une analyse figurant dans [le rapport annuel de la Banque nationale \(BNB\)](#), sur base d'un indicateur spécifique.
- Ses économistes n'ont pas utilisé le ratio traditionnel de la dette, à savoir la dette publique par rapport au produit intérieur brut (PIB), mais plutôt le ratio de la dette brute par rapport aux recettes annuelles disponibles, après déduction des transferts éventuels vers d'autres sous-secteurs de l'État. Cette mesure moins courante donne une meilleure idée du poids de la dette et de la capacité financière intrinsèque de chaque entité.
- Ce qui ressort immédiatement des graphiques, c'est le niveau élevé et la forte augmentation pour les régions wallonne et bruxelloise. « **La dynamique de la Région wallonne est inquiétante** », écrit la Banque nationale. « La dette de cette région dépassait 2,5 fois ses revenus annuels en 2020 ».
- « Les finances publiques wallonnes présentaient un déficit important avant même la crise sanitaire, mais l'impact de cette crise sur les recettes et les dépenses, les conséquences budgétaires des inondations et un plan de relance particulièrement ambitieux entraîneront une augmentation significative de la dette wallonne dans les prochaines années », prévoit la BNB.
- « La situation budgétaire de **la Région de Bruxelles-Capitale** est tout aussi alarmante », poursuit la Banque nationale. Ces dernières années, le solde de financement n'a cessé de se détériorer et cette

région est désormais celle dont le taux d'endettement est le plus élevé : 280% de ses revenus.

- A titre de comparaison : **en Flandre**, les dettes s'élèvent à un peu plus de 50% des revenus. La Banque nationale n'est donc pas immédiatement préoccupée par le taux d'endettement flamand, « à condition que la Flandre arrête la hausse qui a commencé en 2020. »
- La viabilité de la dette de **la Communauté française** (fédération Wallonie-Bruxelles pour certaines compétences comme l'éducation et la culture) semble également moins problématique à 80 % des recettes.
- **Le taux d'endettement du gouvernement fédéral** et de la sécurité sociale réunis est le plus élevé, avec 3,5 fois leurs recettes annuelles. « Toutefois, le niveau fédéral jouit d'une autonomie fiscale totale, ce qui lui donne un puissant levier pour modifier sa trajectoire budgétaire si nécessaire », indique la Banque nationale.
- Pierre Wunsch, le gouverneur de la Banque nationale, lors de sa présentation du rapport annuel, a avancé **un déficit budgétaire national** de 1,5% du PIB comme valeur indicative en période de conjoncture favorable pour les gouvernements actuels et futurs.
- Même si une récession survient tous les dix ans et que le déficit budgétaire s'enfoncé alors temporairement dans le rouge, cet objectif de 1,5 % devrait être suffisant pour stabiliser la dette nationale (selon la définition classique) autour de 100 % du PIB au cours des vingt prochaines années.

Selon les normes obsolètes de Maastricht, 60 % du PIB est l'objectif européen, mais le consensus au sein de l'UE se développe progressivement pour dire que 100 % est un objectif plus réaliste à long terme, a noté M. Wunsch.